

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Le Pouvoir Adjudicateur :

**L'ASSURANCE MALADIE DE L'ISERE
38045 GRENOBLE CEDEX 9**

Cahier des Clauses Particulières

**établi en application du Code de la commande publique
et du CCAG Fournitures courantes et services**

**Transports inter-sites de documents administratifs
pour le compte de l'Assurance maladie de l'Isère**

**Procédure adaptée en application de l'article R2123-1
du code de la commande publique**

**Date limite de remise des offres :
Le 18 novembre 2024 à 17h00**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Préambule

1. - Objet du marché
2. - Décomposition du marché
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme du marché
3. - Conditions d'exécution des prestations
 - 3.1. - Lieu d'exécution
 - 3.2. - Conditions d'exécution des prestations
 - 3.3. - Délais
 - 3.4. - Conditions de lancement des prestations et prise en charge du marché
 - 3.4-Bis- Identification de référents et organisation de réunions trimestrielles
 - 3.5. - Obligations du pouvoir adjudicateur
 - 3.6. - Obligations du titulaire
 - 3.7. - Réserves
4. - Généralités
 - 4.1. - Pièces contractuelles
 - 4.2. - Obligations administratives, Obligation de vigilance
 - 4.3.- Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption
 - 4.4. - Protection de l'environnement
 - 4.5. - Réparation des dommages
 - 4.6. - Assurances
 - 4.7. - Autres obligations
5. - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations
 - 5.1. - Durée du marché
 - 5.2. - Modification du marché
 - 5.3. - Prestations similaires
 - 5.4. - Pénalités de retard
6. - Prix et règlement
 - 6.1. - Contenu des prix
 - 6.2. - Variation des prix
 - 6.3. - Modalités de règlement
 - 6.4. - Périodicité des paiements
 - 6.5. - Avance
7. - Résiliation
8. - Litiges et différends
9. - Dérogations aux documents généraux

Préambule :

L'Assurance Maladie de l'Isère (CPAM de l'Isère), en sa qualité d'organisme de droit privé chargé d'une mission de service public, est implantée sur tout le territoire isérois. A cet effet, l'Assurance Maladie dispose d'un siège situé à Grenoble, ainsi que de plusieurs agences réparties dans le département.

De nombreux documents, type feuilles de soins ou arrêts de travail notamment, sont reçus et traités par l'Assurance Maladie dans le cadre de l'exécution de ses missions. Depuis le 6 novembre 2023, un projet national (PLEIADE) visant à industrialiser le traitement des flux postaux des caisses et des services médicaux. Ainsi, le courrier reçu à la caisse de l'Isère est transféré directement par la Poste à la CPAM de Nice pour traitement.

Des exceptions concernent le courrier résiduel des accueils (dépôt auprès des agents d'accueil ou au sein des urnes mises à disposition dans certains hall d'accueil), les pièces justificatives des Professionnels de Santé, les lettres recommandées ou bien les courriers reçus avec l'adresse Hors Dérivation (adresse qui permet au courrier d'arriver au siège sans transiter par Nice). Ce sont l'ensemble de ces documents qui seront visés par les prestations de transports entre les différents sites de la CPAM de l'Isère.

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de transports réguliers inter-sites de documents administratifs pour le compte de l'Assurance maladie de l'Isère.

Il s'agit de transporter, aux jours et heures définis à l'article 3 du présent Cahier des Clauses Particulières, des documents entre le Siège social de l'Assurance maladie de l'Isère et 13 sites situés dans le département de l'Isère (38) et inversement.

Le transport des documents s'effectuera, dans les deux sens, entre le Siège Social, situé :
2, rue des Alliés, 38045 Grenoble Cedex 9,

et les adresses des différentes sites concernés qui sont situés sur les communes de Vienne (38200), Bourgoin-Jallieu (38300), Rives (38140), St Marcellin (38160), Roussillon (38154), Froges (38190), Pont de Chéruey (38230), Villefontaine (38090), Voiron (38500), La Tour du Pin (38110 et 38351), Morestel (38510) et Vizille (38220).

Article 2 - Décomposition du marché

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique car elles sont indissociables.

2-2-Forme du marché

Les prestations donnent lieu à la conclusion d'un marché ordinaire dont le montant maximum est le suivant : 200 000 euros TTC pour l'ensemble du marché (2025 à 2029).

Article 3 - Conditions d'exécution des prestations

3-3-1-Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Le Siège Social, situé : 2, rue des Alliés, 38045 Grenoble Cedex 9,

et les différentes agences, points d'accueil et France services situés :

- ***site de Vienne***, 1 place Saint Pierre, 38200 Vienne
- ***site de Bourgoin-Jallieu***, 2 avenue du Parc, 38300 Bourgoin-Jallieu
- ***site de Rives***, 57 rue Pasteur, 38140 Rives
- ***site de St Marcellin*** (France Services), 2 rue du Collège, 38160 St Marcellin
- ***site de Roussillon***, 19 rue Ambroise Croizat, 38154 Roussillon Cedex
- ***site de Froges*** (Point d'accueil), 12 rue Lamartine, 38190 Froges
- ***site de Pont de Chérucy*** (Point d'accueil), 66 rue de la République, 38230 Pont de Chérucy
- ***site de Villefontaine***, 9 place Jean Jaurès, 38090 Villefontaine
- ***site de Voiron***, 58 Cours Becquart Castelbon 38500 Voiron
- ***site de La Tour du Pin***, 22 rue de l'Hôtel de Ville, 38110 La Tour du Pin
- ***site de La Tour du Pin***, 130 rue d'Italie, 38351 La Tour du Pin
- ***site de Morestel*** (France Services), 84 Place du 8 mai 45, 38510 Morestel
- ***site de Vizille*** (France Services), 1 square Alfred Poncet, 38220 Vizille

3-2-Conditions d'exécution des prestations

Il s'agit de transporter des documents entre le Siège social de la CPAM de l'Isère à Grenoble et les 13 sites situés en Isère (38).

L'attributaire du marché devra réaliser la collecte et le tri du courrier afin d'en assurer la livraison du siège social vers les autres sites, la prestation de livraison s'effectuant dans les 2 sens.

Le titulaire réalise ces prestations en se conformant aux fréquences, aux horaires et aux modalités d'exécution définies au sein du présent CCP.

Le prestataire prend en charge sur chaque site des documents internes (de type : feuilles de soins, arrêt de travail, documents administratifs, imprimés à destination des professionnels de santé, contenu des urnes intérieures utilisées par les différents publics de la CPAM, courrier postal exceptionnellement), dans ses véhicules et qu'il dépose à destination.

Les sacs qui sont récoltés chaque jour doivent être livrés à destination à J+1.

Le Titulaire s'engage à respecter ce délai de livraison a minima pour 90% des prestations

réalisées tous sites confondus. Il sera admis que le reste des prestations (10% des prestations maximum) puisse être livré à J+2.

Toute prestation devra impérativement être réalisée dans le respect d'un délai maximal de 48h00.

Le défaut du respect de ces délais de livraison entraînera l'application automatique de pénalités.

Les documents concernés par les prestations de transport sont conditionnés dans des sacoches sécurisées, appartenant au prestataire. A titre d'exemple, voici les caractéristiques des sacoches précédemment utilisées :

POCHETTES A COURRIER :

- Fournisseur : Outils Océan
- Référence : PO453510,CI,SRT
- Dimensions : L45 x H35 x Ep.10 cm
- Aménagements :
 - 1 fermeture droite par glissière
 - 1 porte-étiquette à chargement intérieur (dim. ext. 180 x 130 mm, dim. int. 153 x 103 mm)
 - 1 système de plombage par scellé rapide
- Matériaux :
 - corps en polyester enduit PVC 2 faces
 - glissière spirale nylon

Les sacoches fournies par le prestataire devront répondre à des exigences similaires. Le nombre de sacoches par site pourra varier d'un jour à l'autre. La CPAM de l'Isère s'engage à ne pas dépasser 3 kg par sacoche transportée.

A titre estimatif (données non contractuelles), un tableau récapitulatif recensant le nombre de sacoches collectées et livrées chaque jour sur l'ensemble des sites pendant 1 mois (données de mi-septembre 2024 à mi-octobre 2024) est communiqué en **annexe 1 du présent CCP**.

A noter les données mentionnées au sein de ce tableau s'alignent sur les fréquences de passages de cette période. Dans le cadre du présent marché, le nombre de passages demandés a évolué (**cf. annexe 2 du CCP**).

Les dépôts des documents sont effectués en même temps que les retraits des documents. La livraison et la collecte des documents sont donc concomitantes et effectués lors du même passage du transporteur. Ce passage unique est effectué lors des horaires fixées dans l'annexe 2 du CCP.

Le stockage, la manipulation des documents et leur transport seront effectués sous la responsabilité exclusive du titulaire conformément à l'article 19 du CCAG-FCS. Le Titulaire veillera, en outre, en cas d'intempéries à protéger les sacoches et le matériel utilisé pour leur manipulation.

Le prestataire doit prendre toute mesure organisationnelle nécessaire afin que le circuit de sa tournée se conforme aux jours et horaires arrêtées. Le respect de ces horaires permet notamment au personnel du prestataire d'accéder aux locaux en présence d'agents CPAM.

Concernant le site de Vienne, un badge d'accès sera fourni afin que le prestataire puisse déposer et récupérer les sacoches dans un SAS sécurisé et dédié au dépôt et à la relève du courrier. Pour des raisons de sécurité et de respect de la confidentialité incombant à la CPAM de l'Isère en tant qu'organisme délégataire d'une mission de service public, il est demandé au prestataire d'apporter soin et diligence dans la conservation du badge.

Celui-ci fera l'objet d'une remise contre récépissé et signature : toute perte par le prestataire devra être signifié par écrit dans les plus brefs délais à l'Assurance maladie de l'Isère et fera l'objet d'une retenue sur facture à hauteur du coût de fabrication du badge et d'une pénalité pour perte du badge (se rapporter au tableau des pénalités en p.15). En cas de vol du badge, le Titulaire effectuera une déclaration au commissariat. Une copie de la déclaration sera fournie à la CPAM de l'Isère.

En cas de perte ou de vol, la CPAM de l'Isère déclenchera un signalement d'incident de sécurité.

D'autre part, le traitement par la CPAM de l'Isère des documents visés dans le présent Marché est encadré par des délais maximum dont les assurés et les professionnels de santé peuvent se prévaloir et auxquels la CPAM de l'Isère ne saurait donc se soustraire. **Ainsi, le transporteur devra impérativement se conformer aux jours et horaires de passage susmentionnés dans le tableau afin de permettre à la CPAM un traitement des documents dans les délais.**

Le passage au siège est programmé **entre 7h45 et 8h.**

Les jours et horaires de passage des navettes de transport des documents administratifs intersites entre le Siège et l'ensemble des sites de la CPAM de l'Isère (Aller-retour) sont définis à l'annexe 2 du présent CCP. Sur demande du prestataire, dans un but d'optimisation de la programmation des tournées, de nouveaux horaires de passages pourront être étudiés et validés par le pouvoir adjudicateur.

3-3-Délais – Absence de passage

Le titulaire devra respecter les jours et les tranches horaires de livraison prévus à l'annexe 2 du présent CCP. Une tolérance de 15 minutes de retard ou d'avance est accordée au titulaire lors du passage sur chaque point de livraison.

Tout constat de retard, plus la tolérance contractuelle prévue pour l'heure d'arrivée sur chaque point de livraison indiqué à l'article 3.2 du présent CCP, peut donner lieu à l'application de pénalités indiquées à l'article 5.4 du présent CCP. L'absence de passage ou l'égarement d'une sacoche feront également l'objet d'une pénalité.

3-4-Conditions de lancement des prestations et prise en charge du marché

Après la notification du marché, le représentant le pouvoir adjudicateur sollicitera le titulaire pour participer à une réunion de préparation au démarrage des prestations. Les deux parties se rencontreront pour la mise en œuvre des prestations avec si besoin une tournée des différents sites afin que le titulaire et son équipe s'imprègnent des différents sites et prennent en compte les différentes contraintes qui ne seraient pas indiquées au présent CCP.

La réunion de démarrage des prestations sera fixée le vendredi **13 décembre 2024** ou le lundi **16 décembre 2024**, (choix et horaire à définir ultérieurement avec l'attributaire).

3-4-Bis- Identification de référents et organisation de réunions trimestrielles

Dans le cadre d'une exécution qualitative du contrat, les parties s'engagent à organiser une réunion chaque trimestre pour effectuer un bilan de la prestation (bonnes pratiques, difficultés) et échanger sur toutes les informations utiles au bon déroulement des prestations. Seront présent du côté de l'Assurance maladie de l'Isère : un ou deux représentants du service Budget Achats Gestion du Patrimoine et un représentant des équipes terrain.

Il est demandé à l'attributaire d'identifier au sein de son équipe : -un interlocuteur référent

commercial et distinctement, une personne référente technique. Cette personne doit être joignable aux horaires de réalisation des prestations prévues, à charge pour elle de se mettre en relation directe avec les chauffeurs en cas de problèmes de distribution.

Fluidité des échanges et réactivité du prestataire sont des qualités attendues en cas de survenance d'incident mineur, défaillances répétées ou pour toute problématique singulière.

L'un ou bien les deux référents ainsi identifiés doivent pouvoir représenter leur société vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Ce responsable ou ces responsables nommément désignés dans le cadre de réponse, doivent répondre présents sur site sur convocation du pouvoir adjudicateur et doivent disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du Titulaire.

3-5-Obligations du pouvoir adjudicateur

3-5-1 Suivi des prestations

Le suivi des prestations objet du présent marché sera effectué par les personnes désignées dans le présent CCP par l'expression « le Représentant du Pouvoir Adjudicateur » ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet. Les coordonnées de ces personnes seront communiquées lors de la notification du marché ou lors de la réunion de préparation au démarrage des prestations.

3-6-Obligations du titulaire

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultats :

Il devra :

- se conformer aux horaires et fréquences définis à l'annexe 2 du présent CCP,
- procéder à la collecte des sacs dans chaque site et au siège puis assurer leur livraison.

De ce fait, il s'engage sur des résultats précis et vérifiables (cf. article 3.6.4 – suivi de livraison) et sera en faute s'il n'a pas respecté les résultats sur lesquels il s'est engagé, sauf en cas de force majeure.

En cas de non-respect des différentes consignes qui doivent être appliquées par les agents du titulaire, les pénalités applicables sont indiquées à l'article 5.4 du présent CCP.

3.6.1 Personnel du titulaire

Le Titulaire doit s'assurer de la présence de son personnel pour chacune des missions confiées et prévoir le remplacement immédiat en cas de défaillance.

Il doit prendre, sous peine de sanctions, toutes dispositions pour que les prestations ne soient pas interrompues.

3.6.2 Personnel

L'accès aux bâtiments étant sécurisé, le titulaire s'assurera que ses agents disposent d'un badge d'identification ou de toute autre pièce permettant de justifier de leur qualité d'employé du titulaire. Les agents du titulaire devront pouvoir être identifiables par un insigne propre à l'entreprise du titulaire.

Seul est autorisé pour l'exécution des prestations, le personnel du titulaire. Ce dernier doit être en mesure de respecter les différentes consignes détaillées à l'article 3 et suivants du présent CCP.

Départ d'un agent et remplacement :

En cas de départ d'un agent affecté à l'exécution des prestations, ou d'absence prolongée, le titulaire doit impérativement prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise. A cet égard, il devra s'assurer que l'agent remplaçant, connaissent les consignes spécifiques avant toute intervention.

A ce titre, le titulaire affecte à l'exécution des prestations un remplaçant de niveau et de compétence équivalents.

3.6.3 Conditions de livraison et d'accès aux locaux

En application de l'article 19.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport, du chargement et du déchargement des sacoches qui lui sont confiées par le pouvoir adjudicateur, et ce du point de départ au point d'arrivée.

Lieux de livraison : ils sont mentionnés à l'article 1 du présent CCP.

Personnel :

Le personnel du titulaire a accès aux sites durant les tranches-horaires transmises par le pouvoir adjudicateur (avec marge de souplesse à la hausse et à la baisse d'un quart d'heure). Le Pouvoir Adjudicateur prend toutes dispositions pour que les intervenants du titulaire puissent se rendre sur chaque site concerné par les prestations du présent marché.

Le titulaire est tenu d'exiger de son personnel :

- une tenue et un comportement irréprochable,
- le strict respect des mesures de sécurité et de sûreté en vigueur sur le site visité,
- le port d'un insigne reproduisant la dénomination sociale ou le sigle de l'entreprise
- de disposer d'un téléphone portable afin de prévenir de tout dysfonctionnement

Contraintes de stationnement : le pouvoir adjudicateur informe le titulaire que l'accès à la plupart des sites peut se faire via les parkings visiteurs mais certains sites imposent des contraintes de stationnement du type limité et/ou payant. Il décline toute responsabilité, en terme d'amende ou de non-respect des horaires prévus au présent CCP et rappelle que le titulaire étant tributaire du marché se doit d'accepter ces différentes contraintes.

Suivi de livraison : la traçabilité des flux et des preuves de livraison sera assurée à partir des moyens proposés par le titulaire telle que formulée dans le cadre de réponse.

Ce suivi doit, à minima et pour chaque liaison, comporter des informations relatives aux horaires de livraison, aux nombres de sacoches, à l'identification des sacoches (de type référence par étiquettes) et aux éventuels problèmes constatés. Ce bordereau de suivi doit être consultable à partir d'un applicatif web par la CPAM de l'Isère.

En cas d'absence de communication ou de mise à disposition du suivi chaque jour ouvré, les pénalités applicables sont indiquées à l'article 5.4 du présent CCP.

Le titulaire s'engage, sur demande de la CPAM de l'Isère, à faire un retour d'information sur le nombre de contenant pris en charge et transportés chaque jour et leurs destinations.

Le suivi de livraison et le reporting afférent font partie intégrante de la prestation demandée dans la mesure où ces outils permettent de sécuriser la manipulation de documents contenant des données personnelles à caractère confidentiel. La CPAM de l'Isère entend également rappeler que l'acheminement de ces documents a un impact important dans l'étude, l'ouverture de droit et concernant l'ensemble des échanges survenant dans les rapports professionnels de santé/Caisse, professionnels de santé /assurés et Caisse/assurés.

3-7-Réserves

Dès la consultation du dossier et avant remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler par écrit au pouvoir adjudicateur, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.
En aucun cas, il pourra arguer des imprécisions, erreurs ou omissions figurant au présent CCP pour justifier une demande de supplément.

4 - Généralités

4-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes n° 1 et n°2
 - Le Livret de sécurité
 - Le courrier RGPD
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le cadre de réponse technique du titulaire complété le cas échéant par le mémoire technique du titulaire.

4-2- Obligations administratives : obligations de vigilance

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les 6 mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Assurance Maladie de l'Isère, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Faute de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du

marché, selon les modalités des articles 32 et suivants du CCAG FCS.

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG FCS. En application dudit article le titulaire fournira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

4-3- Obligations administratives : Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

4-4-Développement durable

Le titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de son entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'exercice exercée.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Isère souhaite en effet dans le choix dans ses partenaires, porter les valeurs de l'institution de Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

Pour se faire, chaque candidat devra fournir un document présentant l'ensemble de sa démarche « développement Durable ».

Une attention particulière sera apportée sur les dispositions en matière : - de transport lié à l'exécution des prestations du présent marché. Cette mesure sera prise en compte dans le critère Performance en matière de protection de l'environnement lors de l'analyse des offres.

4-5-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

4-6-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir Adjudicateur.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-7-Autres obligations

4-7-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le titulaire du marché qui veut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public doit se conformer à la réglementation des marchés publics notamment.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

4-7-2-Confidentialité et sécurité

Dans le cadre des obligations de confidentialité et de sécurité incombant à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Isère en vertu de la mission de service public dont elle est garante, une attention particulière est portée au respect de ces obligations par le titulaire. Ces dernières sont rappelées dans le Livret de Sécurité du Prestataire qui est joint au Dossier de Consultation des Entreprises et doit impérativement être transmis et signé par le titulaire pressenti avant toute attribution.

a. Obligation de confidentialité

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé **« règlement européen sur la protection des données ou « RGPD »**.

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou CD-ROM, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,

- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

a. Mesures de sécurité

Les prestataires se soumettent aux modalités d'accès de chaque CPAM au sein de laquelle ils sont amenés à exécuter leurs prestations.

Pour rappel, tout intervenant devra justifier de son appartenance à la société pour le compte de laquelle il intervient. Le personnel des titulaires devra a minima disposer d'un badge ou tout autre insigne permettant d'identifier son appartenance aux entreprises titulaires.

Les titulaires avisent leurs sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et restent responsables du respect de celles-ci.

Article 5 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

5-1-Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an. Il prend effet à sa notification (à titre indicatif et non contractuel, notification prévue le 12 décembre 2024). Les prestations quant à elles démarreront le 2 janvier 2025.

Le contrat pourra être renouvelé annuellement, par tacite reconduction, trois (3) fois, par période de douze (12) mois sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider à chaque reconduction de ne pas prolonger le marché en respectant un préavis de trois (3) mois avant la date de fin de la période en cours.

En cas de non reconduction dans les délais, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

5-2- Modification du marché – Clause de réexamen

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. L'Assurance Maladie de l'Isère se réserve ainsi le droit d'apporter des modifications au présent marché, quel que soit leur montant, lorsque celles-ci ont été prévues et sont conséquentes à une évolution structurelle de l'organisme (maillage territorial) ou organisationnelle (dématérialisation, changements d'activités...) ; et ayant un impact sur les modalités d'exécution des prestations telles que les lieux d'exécution, les fréquences et horaires des liaisons.

a) Suppression des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM : fermeture définitive de site (clause de réexamen)

Le pouvoir adjudicateur peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans le présent marché. Les liaisons entre ce(s) bâtiment(s) et le siège social seront donc supprimée(s).

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les liaisons concernant ces bâtiments dans le CCP.
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel du marché d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des liaisons pour ces bâtiments.

La décision de suppression du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire et sera traduite par un avenant.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

b) Suspension et/ ou modification des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM : fermeture et relocalisation de site (clause de réexamen)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des liaisons notamment en cas de fermeture d'un site suivi d'une relocalisation, suite à des travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur devra en informer, par écrit, le titulaire du marché dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant la date de la fermeture du site.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur indiquant :

- le motif de la suspension
- les liaisons qui seront suspendues
- la période de suspension (date de début et date de fin)
- le montant des prestations correspondantes issu de la DPGF (ou d'un devis du prestataire) à déduire du prix forfaitaire

La décision de suspension du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire et sera traduite par un avenant.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

c) Modification des prestations suite à l'évolution organisationnelle de la CPAM : changement d'activité (clause de réexamen)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les liaisons hebdomadaires (nombre, horaires) initialement prévues dans le marché notamment dans les cas suivants :

- suite à des modifications relatives aux jours d'ouverture des sites
- en cas de changement d'activité au sein des locaux concernés
- en cas d'évolution des pratiques notamment avec la dématérialisation des flux entrants

Le montant des prestations modifiées est basé sur les prix contenus dans la DPGF (ou dans un devis du prestataire si la DPGF ne suffit pas à établir un nouveau prix). Pour toutes modifications de prestations, celles-ci feront obligatoirement l'objet d'un avenant.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

d) Ajout de prestations suite à l'évolution organisationnelle de la CPAM : changement d'activité (clause de réexamen)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment dans les cas suivants :

- Augmentation du nombre de jours d'ouverture au public d'un point d'accueil/d'un point de conseil de proximité
- Création d'un nouveau point d'accueil/d'un point de conseil de proximité/d'une agence

Le pouvoir adjudicateur établira un cahier des charges synthétique pour ces sites, qui sera envoyé au titulaire. Le titulaire transmettra ensuite un devis correspondant aux prestations demandées.

Les prestations (cahier des charges et décomposition du prix global et forfaitaire) seront ajoutées au marché par avenant.

5-4-Pénalités de retard et pénalités diverses

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités seront applicables dès le premier euro.

Nota : Toutes les pénalités prévues ci-dessous sont imputables sur le présent marché et sont cumulables sans plafond.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités suivantes seront appliquées :

Intitulé de la pénalité	Montant HT	Fréquence / Modalité
Article 3.2 – Conditions d'exécution En cas de non atteinte du seuil de livraison à J+1 de 90% de l'ensemble des prestations (réalisées sur 1 mois)	350 €	Forfait mensuel en cas de non atteinte de l'objectif
Article 3.3 – délais En cas de retard de plus de 15 minutes en sus des tranches horaires déterminés à l'annexe 2 du CCP	15 €	Par constat Par point de livraison
Article 3.6 - obligations du titulaire Inexécution de la prestation ou erreur de site destinataire de la livraison ou non respect du délai de livraison de 48h	25€	Par cas constaté
Article 3.6.4 Conditions de livraison et d'accès aux locaux - personnel Non-respect des consignes relatives aux mesures que le titulaire doit exiger de son personnel	25€	Par cas constaté
Article 3.6.4 Conditions de livraison et d'accès aux locaux - suivi de livraison Non-réalisation du reporting ou non accessibilité à l'outil de suivi de réalisation des prestations	50,00 €	Par jour de retard constaté

Article 6 - Prix et règlement

6-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Les prix susvisés sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres inhérentes à la prestation demandée tous les frais généraux, de déplacement, d'outils de suivi de la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage et autres, ainsi que d'assurances contre les risques divers pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution, d'une prestation, de sorte qu'aucun supplément, de quelque nature que ce soit, ne puisse s'y ajouter.

6-2-Variation des prix

Les prix sont fermes pendant la durée initiale du marché. Ils feront l'objet d'une révision à la date anniversaire du marché et selon la formule visée ci-dessous, **représentative de l'évolution du coût de la prestation.**

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront révisés à la date d'anniversaire d'effet du marché selon la formule de révision suivante :

Formule	$P = Po [0,15 + 0,85 \times (0,15 \times \frac{CONSFR3n}{CONSFR3o} + 0,85 \times \frac{ICHT-Hn}{ICHT-Ho})]$
P	prix révisé
Po	prix initial
ICHT-Ho	Valeur de l'indice du coût horaire du travail – Transports, entreposage publiée au bulletin mensuel de l'INSEE sous l'identifiant NAF rév. 2.2008 – Valeur de l'indice au mois zéro.
ICHT-Hn	Valeur de l'indice du coût horaire du travail – Transports, entreposage publiée au bulletin mensuel de l'INSEE sous l'identifiant NAF rév. 2,2008 - Valeur de l'indice de référence « n » six (6) mois antérieurs à la date de révision.
CONSFR30 (0736)	Valeur de l'indice des services de transport divers - Valeur de l'indice au mois zéro.
CONSFR3n (0736)	Valeur de l'indice des services de transport divers - Valeur de l'indice au mois zéro - Valeur de l'indice de référence « n » un (1) mois antérieurs à la date de révision.

6-3-Clause butoir et clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur admettra, à la date d'anniversaire du contrat une augmentation maximale de 3 % des prix initiaux.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix et de résilier sans indemnités le marché pour la partie non exécutée des prestations lorsque l'augmentation dépasse un pourcentage de 3 % des prix initiaux.

6-4-Modalités de règlement

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme

dématérialisée : chorus-pro.gouv.fr

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 3° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 4° Le code d'identification du service en charge du paiement (Cf. tableau ci-dessous) ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 9° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. (Cf. données ci-dessous).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Assurance Maladie de l'Isère:
515 393 262 00016

2/ Le code service

FACTURES_PUBLIQUES

Pour les entités extérieures, les conventions tripartites précisent les modalités de facturation.

- Périodicité des paiements:

La facturation est établie mensuellement.

- Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Délai de paiement :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à réception d'une facture conforme, selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ Répartition des paiements :

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

6-5-Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 15%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

Article 7 – Résiliation

Le présent marché pourra être résilié en application des dispositions des articles 29 et suivants du CCAG FCS.

En cas d'inexécution de ses obligations par le Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnité, lorsque la mise en demeure qui lui aura été notifiée sera restée infructueuse au-delà d'un délai de 15 jours. Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 29 et suivants du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu au versement d'indemnités.

D'une manière générale, il est mis fin aux relations contractuelles entre les parties en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution d'une des clauses du présent contrat.

Article 8 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 9 - Dérogations aux documents généraux

Les dispositions du présent CCP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.